

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Reorienter-l-UE-ne-pourra-se-faire-sans-une-crise-voulue-et-assumee-Jacques-Sapir>

« Réorienter l'UE ne pourra se faire sans une crise voulue et assumée » Jacques Sapir

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 19 mai 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Economic Insight : **Le 6 mai dernier, la victoire de François Hollande a mis fin à 17 ans de règne de la droite à l'Elysée. Mais le candidat du PS n'a remporté que 51,68 % des voix contre le président sortant, Nicolas Sarkozy, soutenu l'UMP. Pouvez-vous analyser le résultat de cette élection ? Pensez-vous qu'elle aura une incidence sur l'évolution sociale et politique de la France ?**

► **Jacques Sapir** : L'élection présidentielle est le moment clef de la vie politique française. Au premier tour de cette élection la véritable surprise a été le résultat important (18 % des suffrages) de Marine Le Pen (Front national). Un parti populiste de droite arrive ainsi en troisième position. Un second résultat important du premier tour a été qu'aucun des candidats des deux partis traditionnels, le Parti socialiste (PS) ou l'Union pour un Mouvement populaire (UMP) n'a atteint les 30% des suffrages.

La désaffection envers les partis traditionnels ne s'est pas seulement montrée dans le résultat de Marine Le Pen mais aussi dans celui du candidat du *Front de gauche*, Jean-Luc Mélenchon, qui a dépassé les 11% des suffrages. Les votes de contestation du système politique, si l'on y ajoute les petits partis d'extrême-gauche, ont donc dépassé les 30%, soit plus que ce qu'ont réalisé François Hollande ou Nicolas Sarkozy.

Le second tour a confirmé en un sens ces résultats du premier. Les électeurs qui ont voté pour François Hollande ont en fait largement voté contre Nicolas Sarkozy. Ce n'est pas un vote d'adhésion mais un vote de rejet. D'ailleurs, plus de 2,1 millions d'électeurs ont voté blanc (dont une partie des 6 millions d'électeurs de Marine Le Pen), alors que l'écart entre François Hollande et Nicolas Sarkozy ne se monte qu'à 1,2 million de voix. Le candidat socialiste n'a ainsi pas reçu de mandat clair, si ce n'est celui du rejet de son prédécesseur ; et une partie des Français ne se reconnaît ni dans l'un ni dans l'autre de ces candidats. C'est un point important qu'il faut garder à l'esprit quand on regarde le résultat final de l'élection.

Quelles sont les principales préoccupations économiques des Français ? Inflation, revenus, chômage, retraite ?

Très clairement, ce sont aujourd'hui les préoccupations sociales qui dominent la vie politique française : chômage, pouvoir d'achat, justice sociale, problème qui implique une autre répartition des revenus. Mais, il y a aussi une immense inquiétude pour l'avenir. Plus de 60 % des Français estiment que la situation du pays va continuer à se dégrader dans les années qui viennent. Ce pessimisme est une des grandes caractéristiques de la période actuelle.

Il a pour racines les évolutions que l'Europe a connues ces dernières années, mais aussi le processus de désindustrialisation qui touche la France. Les gens sentent bien qu'il y a une menace, directe ou indirecte, sur leur emploi ou sur leurs conditions de vie. Les réactions épidermiques dont les immigrés sont les victimes sont, en partie, liées à ce phénomène. Mais les gens sentent aussi que l'immigration n'est pas le seul, voire le principal problème. Il y a donc dans la population une sourde inquiétude qui monte et qu'aucun des partis dominants sur l'échiquier politique ne prend en compte. Et à plus forte raison ne lui donne de réponse.

Ce sentiment d'abandon, qu'il soit économique, social ou même territorial - on pense ici aux fermetures d'écoles, de bureaux de poste dans les petits bourgs ruraux - engendre un vote de colère. Les gens ont le sentiment non seulement d'être abandonnés, mais aussi méprisés par des dirigeants qui pactisent avec la « technostructure » de Bruxelles. Ce vote de colère désormais s'incarne en partie dans le vote Marine Le Pen et, pour l'autre, dans le vote Jean-Luc Mélenchon.

François Hollande affirme vouloir privilégier la croissance par rapport à la rigueur, et l'augmentation de la fiscalité au lieu de la baisse des impôts. Est-ce qu'il arrivera à disposer de ressources fiscales suffisantes ?

La question des ressources fiscales est liée à celle de la croissance. Tous les étudiants en économie savent que si votre richesse nominale augmente (par la croissance de votre richesse réelle, mais aussi par l'inflation) alors les impôts rapportent davantage d'argent. Inversement, si la richesse stagne, voire se contracte, le produit des impôts diminue plus que proportionnellement.

Le grand non-dit de cette campagne est que la France a besoin de croissance réelle et d'inflation. Mais, tant qu'elle sera dans la zone euro, elle ne pourra pas se permettre une inflation supérieure à celle de ses voisins immédiats. De plus, ses perspectives de croissance sont aujourd'hui faibles.

François Hollande veut arracher à l'Allemagne une nouvelle politique économique pour la zone euro. Mais, dans le contexte actuel, ceci impliquerait un affrontement important et durable avec Angela Merkel. On peut douter que François Hollande y soit prêt. En tout les cas, il ne s'en donne pas les moyens. La seule solution qui lui reste est une modification de la répartition des revenus en France, mais ici aussi les marges de manoeuvre sont très limitées.

Mais cette politique risque d'avoir des effets néfastes, comme la résistance ou l'évasion fiscale des riches. Pensez-vous que le nouveau gouvernement français peut surmonter tous ces problèmes ?

L'évasion fiscale est un problème réel, mais il faut savoir qu'elle ne concerne pas seulement les individus, mais aussi les entreprises. La seule méthode réellement efficace pour la maîtrise de la fiscalité consisterait à remettre en place des contrôles sur les mouvements de capitaux. Il n'y a rien dans le programme de François Hollande qui aille dans cette direction. Les mesures prévues dans ce texte ne seront que d'une efficacité limitée et temporaire.

La crise financière de l'UE risque-t-elle de contaminer la France ? On dit que, après l'Espagne, ce serait le tour de la France...

La crise financière, autrement dit la crise des dettes souveraines et de l'euro, a déjà contaminé la France ! La différence de taux d'intérêt sur la dette publique entre l'Allemagne et la France atteint désormais plus de 1,3 % (ou 130 points de base). C'est une différence identique, voire supérieure, à celle qui existait avant que ne se mette en place la zone euro ! De fait, le seul avantage de l'euro - pouvoir emprunter à des taux globalement équivalents aux taux allemands - a disparu.

La chaîne de contamination de la crise est bien connue. La situation en Grèce exerce une influence directe sur le Portugal. Une dégradation de la situation portugaise a des conséquences néfastes sur l'Espagne, et ceci entraîne alors une dégradation de la situation financière de l'Italie. Pour autant, les problèmes de ces pays sont très différents.

Le problème de l'Espagne est celui d'une économie qui s'appuyait quasi exclusivement sur les services et la construction. L'effondrement de ces activités provoque un chômage explosif qui atteint désormais près de 25 % de la population active et plus de 50 % des jeunes de moins de trente ans. Le problème de l'Italie est davantage celui d'une croissance atone, étouffée par un taux de change de l'euro devenu insupportable pour ce pays. Dans ce contexte, la dette accumulée n'a cessé d'augmenter. Elle atteint aujourd'hui 120 % du produit intérieur brut (PIB) et se reproduit d'elle-même par le mécanisme des intérêts. Quand on a une telle dette, un taux d'intérêt moyen de 4 % signifie qu'il faut payer en intérêts 4,8 % du PIB chaque année. Si ce taux monte à 5%, ce sera 6% du PIB qu'il faudra payer. L'Italie est donc condamnée à un déficit toujours plus important dans une situation où son économie ne peut plus croître.

Ces différences font que, structurellement, il ne devrait pas y avoir de contamination car les problèmes de ces pays sont différents, même si leur origine est commune : l'euro. Car c'est bien à cause de la monnaie unique que l'Espagne s'est désindustrialisée et spécialisée dans les services et la construction ; et que l'Italie souffre d'un taux

de change surévalué. Mais le mécanisme des taux d'intérêt est important en Espagne et crucial pour l'Italie. C'est pourquoi la réaction des marchés financiers est de passer sur ces différences et de raisonner dans les termes de la chaîne de contamination que j'ai décrite.

Il est clair que, quand l'Espagne et l'Italie seront à nouveau touchées, autrement dit quand les taux auxquels ces pays empruntent dépasseront à nouveau les 6 % (et ils étaient le 9 mai de 6,04 % en Espagne et de 5,7% en Italie), la France à son tour sera mise en cause. Tout le monde comprend, même si aujourd'hui on ne le dit pas, que si l'Espagne et l'Italie étaient forcées de quitter la zone euro alors la France ne pourrait pas y rester non plus.

Certains pensent que l'alternance politique en France peut fragiliser l'UE et la zone euro. Est-ce que les divisions et conflits entre les pays membres vont s'intensifier ? Surtout entre la France et l'Allemagne ?

François Hollande a annoncé que l'Europe serait sa priorité. Mais, dans le même temps, il veut réorienter la politique économique de l'UE. Or il ne pourra le faire qu'au prix d'une crise, voulue et assumée, tant de l'UE que de la zone euro. Tout compromis, à l'heure actuelle, se fera aux conditions allemandes si l'on ne change pas brutalement le rapport des forces. Mais l'Allemagne semble incapable de comprendre que ce qui est bon pour elle ne l'est pas nécessairement pour l'Europe.

Il y a dans le discours de François Hollande, et ce depuis longtemps, une incapacité à penser la construction européenne en termes de rapport de forces. Ceci lui vient de la tradition politique de son mentor, Jacques Delors. Cette tradition est estimable, mais elle est inopérante face aux problèmes auxquels l'Europe est désormais confrontée. Cette incapacité condamne à l'échec non seulement sa politique, mais aussi, et plus profondément, l'Europe elle-même. Car le salut de l'UE, si salut il peut encore y avoir, ne saurait venir que d'un réajustement profond et complet de sa politique économique, ce qui implique un degré d'affrontement élevé avec Berlin.

La France veut la renégociation du nouveau traité européen. Pensez-vous que c'est possible ?

La position de François Hollande consiste à dire qu'il veut un pacte de croissance en même temps que le pacte de discipline budgétaire, et je pense qu'il a raison d'insister sur la croissance. Cependant, les Allemands, mais aussi le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ont dit très clairement qu'il était impossible de renégocier ce traité. Dont acte.

Logiquement, la France ne devrait pas ratifier ce traité en raison des contraintes constitutionnelles qu'il implique et de la perte de souveraineté, en particulier dans le domaine budgétaire, qu'il induit. Faute d'une ratification de la France, tout le monde comprend que ce traité disparaîtrait alors rapidement de l'horizon politique. Mais, ce n'est pas ce qui va se passer ; du moins je le crains.

Formellement, le gouvernement français obtiendra quelques miettes, comme un « engagement » non contraignant sur la croissance en marge du traité ; ou un accord sur une recapitalisation de la Banque européenne d'investissement (BEI). François Hollande s'en emparera avec gourmandise pour déclarer que la France a obtenu satisfaction ; et nous ratifierons ce traité.

Par ailleurs, quand les chiffres réels des déficits et de la dette de la France seront connus par l'audit que doit réaliser la Cour des comptes, il est à craindre que l'on ne constate que la situation est bien plus dégradée que ce que l'on pense aujourd'hui. Ceci qui donnera une bonne excuse à François Hollande pour renier une partie de ses promesses.

Réformer l'EU semble indispensable. Dans quelle direction doit-on aller ?

Une réforme de l'UE est effectivement indispensable. Il lui faudrait tout d'abord reconnaître que ce fut une erreur de procéder à un élargissement sans principes, et en tirer les conséquences.

Il convient d'adopter la règle *opting-in/opting-out* permettant aux pays membres de ne conserver que ce qu'ils peuvent supporter des réglementations communautaires. Nous aboutirions alors à une UE fonctionnant sur le modèle des cercles concentriques, avec des niveaux d'intégration différents.

Il faut également que l'UE mette rapidement en place des protections douanières à ses frontières afin de se protéger contre les pays qui pratiquent le dumping social ou le dumping écologique.

Il faut, enfin, réaliser entre les pays qui sont disposés à le faire une harmonisation des règles sociales et fiscales. Quitte à instaurer des montants compensatoires monétaires (des droits de douanes internes) entre pays acceptant cette harmonisation sociale et fiscale et pays la refusant.

* Extrait d'un entretien avec *Economic Insight*, revue publiée par le quotidien Hankyoreh, Séoul.

[Medelu](#). Paris, le 15 mai 2012.